Dares
Analyses
AVRIL 2011 • N° 029
publication de la direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques

CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU QUATRIEME TRIMESTRE 2010

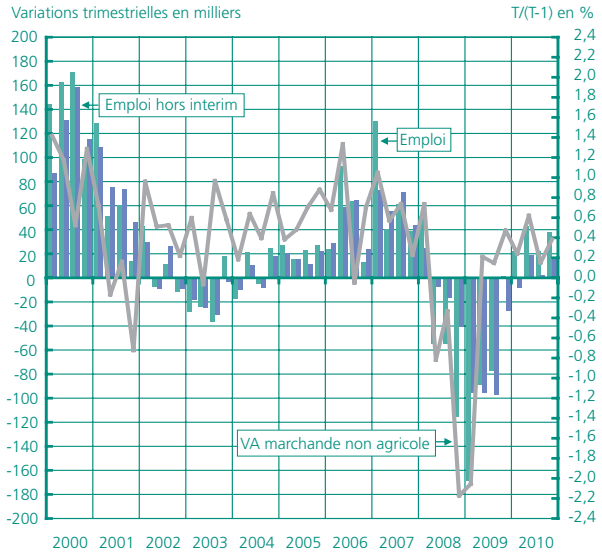
Accélération de l'activité et poursuite des créations d'emploi dans le secteur marchand non agricole

L'activité économique a accéléré au 4e trimestre (+0,4 % en variation trimestrielle, après +0,2 % au trimestre précédent). L'emploi salarié marchand non agricole a de nouveau augmenté : 37 600 postes ont été créés au 4e trimestre 2010, après +22 200 postes au trimestre précédent. Dans le secteur tertiaire, les créations d'emplois se sont poursuivies (+43 000 postes), toujours portées en partie par le dynamisme de l'emploi intérimaire. Dans l'industrie, les destructions de postes ont nettement ralenti (-2 500 postes après -17 700 au trimestre précédent) tandis que l'emploi a continué de se replier dans le secteur de la construction (-3 000). Dans le secteur non marchand, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés a diminué au 4e trimestre 2010 (-29 000 postes), après avoir augmenté au trimestre précédent (+20 000 postes). Au total, la hausse de l'emploi dans l'ensemble de l'économie est estimée à 48 000 postes au 4e trimestre, après +34 000 au trimestre précédent. Le taux de chômage au sens du BIT pour la France métropolitaine a baissé légèrement au 4e trimestre pour s'établir à 9,2 % de la population active. La hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi s'est poursuivie (+24 000 après +18 000 au 3e trimestre 2010 pour la catégorie A ; +51 000 après +49 000 pour les catégories A, B, C). Dans la zone euro, l'activité s'est maintenue sur un rythme modéré, avec la persistance d'importants écarts de conjoncture entre les principaux pays de la zone. De son côté, le taux de chômage de la zone euro s'est stabilisé à son niveau du 3e trimestre, soit 10,0 % de la population active.

Accélération de l'activité au 4e trimestre 2010

Au 4e trimestre 2010, l'activité économique en France a accéléré : +0,4 % contre +0,2 % au trimestre précédent [1]. En moyenne sur l'année 2010, le PIB a progressé de 1,5 % après s'être contracté de 2,5 % en 2009, plus forte baisse de l'activité depuis 1950.

Graphique 1 • **Emploi salarié et valeur ajoutée des secteurs marchands non agricoles**



Emploi sur l'échelle de gauche et valeur ajoutée marchande non agricole sur l'échelle de droite.

Sources : Dares, Insee.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SANTÉ

DARES

La production manufacturière a rebondi par rapport au trimestre précédent (+0,4 %, après -0,4 % au 3e trimestre 2010). La production de biens d'équipement s'est à nouveau repliée ce trimestre (-0,9 % après -1,7 %) et la production de biens de consommation a fléchi (-1,4 %, après +0,7 %), tandis que la production automobile a nettement accéléré (+6,5 %, après +1,7 %). De son côté, la production de services principalement marchands est demeurée assez dynamique (+0,6 % aux 3e et 4e trimestres) alors que le recul de la production dans la construction s'est accentué par rapport à celui du 3e trimestre (-0,8 %, après -0,5 %).

Ce trimestre, l'activité a bénéficié du renforcement de la demande interne (contribution de la demande hors stocks à la croissance du PIB de +0,6 point, après +0,4 point au 3e trimestre 2010). La consommation des ménages a accéléré par rapport au trimestre précédent (+0,9 % après +0,5 % au 3e trimestre 2010), stimulée par la vigueur des achats d'automobiles (+8,7 % après +0,9 %) en lien avec l'arrêt de la prime à la casse au 31 décembre 2010. L'investissement des ménages a ralenti (+0,6 %, après +1,2 %), alors que l'investissement des entreprises a légèrement accéléré (+0,5 %, après +0,4 %). Enfin, les exportations ont ralenti ce trimestre (+1,0 % après +2,6 %) alors que les importations se sont contractées (-1,2 % après +4,0 %) ; le commerce extérieur a ainsi contribué positivement à la croissance, à hauteur de +0,6 point, après une contribution négative de -0,4 point au trimestre précédent. Enfin, les entreprises ont procédé à des mouvements de déstockage ce trimestre, pesant ainsi sur la croissance à hauteur de -0,9 point, après +0,2 point au 3e trimestre.

Tableau 1 • **De l'emploi salarié des secteurs marchands à l'emploi total**

En milliers/cvs

	2010	2009				2010				2009 T4	2010 T4
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4) (*) en %	
	Niveau	Variations trimestrielles									
Secteurs principalement marchands non agricoles	**16 001**	**-169**	**-88**	**-77**	**1**	**22**	**43**	**22**	**38**	**-2,1**	**0,8**
dont : Industrie	3 292	-44	-48	-48	-31	-26	-15	-18	-3	-4,9	-1,8
Construction	1 428	-13	-11	-13	-9	-3	-2	-2	-3	-3,1	-0,7
Tertiaire	11 281	-111	-29	-16	41	50	60	42	43	-1,0	1,8
dont : intérim	*593*	*-73*	*7*	*20*	*28*	*30*	*24*	*20*	*23*	*-3,5*	*19,6*
Autres (1)	**10 211**	**23**	**28**	**29**	**26**	**20**	**15**	**12**	**10**	**1,0**	**0,6**
dont : non marchand aidé (2)	253	10	-11	30	28	18	3	20	-29	30,6	5,1
non marchand privé (3)	1 910	7	23	8	10	12	5	20	3	2,6	2,2
Emploi total	**26 211**	**-146**	**-61**	**-48**	**27**	**42**	**57**	**34**	**48**	**-0,9**	**0,7**
dont : emploi salarié des secteurs concurrentiels	17 911	-162	-65	-69	10	34	48	43	41	-1,6	0,9

(1) Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, emplois aidés des secteurs principalement non marchands, non salariés de tous les secteurs.

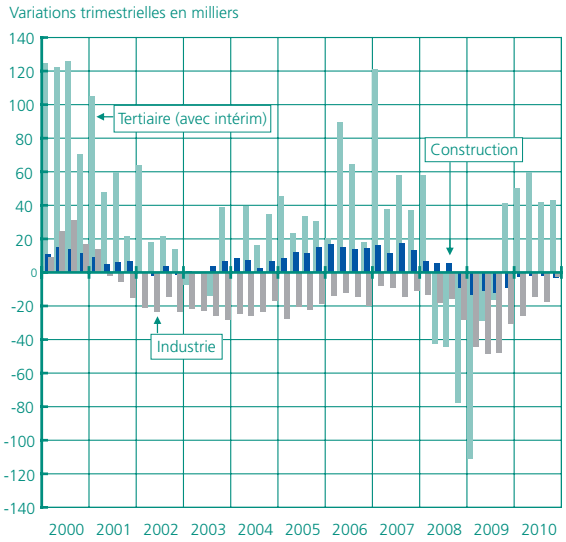
(2) Contrat Unique d'Insertion (CUI), Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE) et Contrats d'Avenir (CA), Contrats Emploi Consolidé (CEC), emplois jeunes.

(3) Emploi salarié dans les entreprises et les associations privées des secteurs principalement non marchands (OQ : administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale (hors emploi public)).

(*) Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (variation entre le 4e trimestre 2009 et le 4e trimestre 2010).

Sources : Dares, Insee, Pôle emploi.

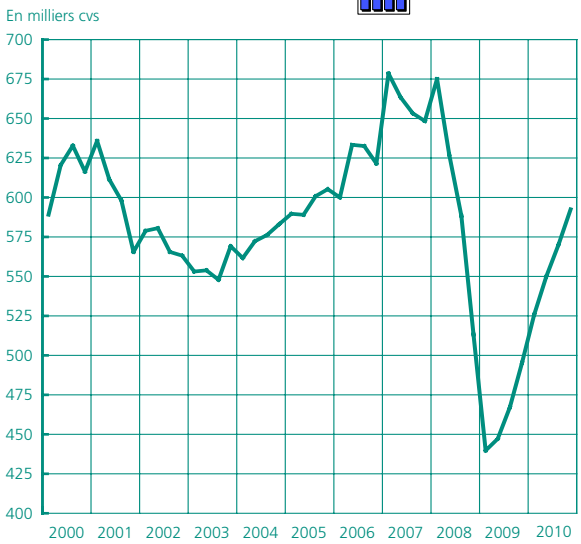
Graphique 2 • **Emploi salarié par grands secteurs d'activité**



L'intérim est inclus dans le tertiaire marchand et non pas ventilé par secteurs utilisateurs.

Sources : Dares, Insee.

Graphique 3 • **Emploi intérimaire**



Sources : Dares, Pôle emploi (déclarations des agences d'intérim).

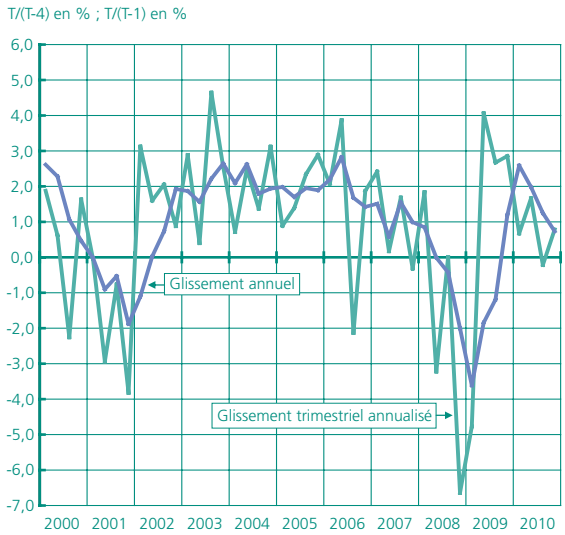
Tableau 2 • **Évolutions des salaires de base, du salaire moyen par tête et des prix à la consommation**

	2009				2010				2009 T4	2010 T4
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4) (*) en %	
	Variations trimestrielles en %									
Salaire Horaire de Base Ouvrier (SHBO) (1)	0,8	0,4	0,5	0,2	0,8	0,4	0,3	0,2	1,9	1,8
Salaire Mensuel de Base Ouvrier (SMBO) (1)	0,8	0,4	0,5	0,2	0,8	0,4	0,3	0,3	1,9	1,7
Salaire Mensuel de Base (SMB) (1)	0,8	0,4	0,5	0,2	0,7	0,4	0,3	0,3	1,9	1,8
Salaire Moyen Par Tête (SMPT) (2)	-0,3	0,5	0,7	0,5	0,8	0,6	0,3	0,8	1,5	2,4
Prix à la consommation (3)	0,2	0,4	-0,2	0,4	0,8	0,4	-0,1	0,6	0,8	1,7

(1) Données brutes, fin de trimestre, entreprises de plus de 10 salariés des secteurs principalement marchands non agricoles.
(2) Données CVS, moyenne trimestrielle, secteur principalement marchand non agricole.
(3) Glissement trimestriel de l'indice des prix à la consommation hors tabac pour l'ensemble des ménages (mesuré sur le dernier mois du trimestre).
(*) Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (variation entre le 3e trimestre 2009 et le 3e trimestre 2010).

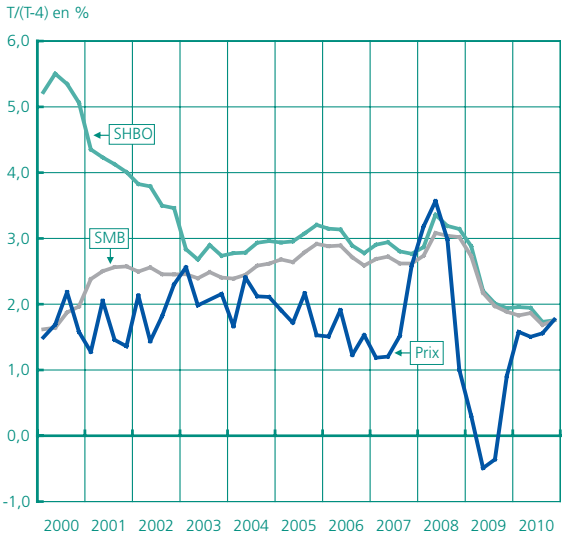
Sources : Dares, Insee.

Graphique 4 • **Productivité par tête**



Champ : secteurs principalement marchands non agricoles.
Sources : Dares, Insee.

Graphique 5 • **Salaires de base nominaux et indice des prix à la consommation**



Le glissement annuel des prix est calculé en rapportant le dernier mois du trimestre T au dernier mois du trimestre (T-4), comme dans le tableau 2.
Sources : Dares, Insee.

L'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles poursuit sa progression au 4e trimestre 2010

Au 4e trimestre 2010, l'emploi salarié marchand non agricole (SMNA) est demeuré en hausse : +37 600 postes au 4e trimestre 2010, après +22 200 postes au trimestre précédent selon les estimations d'emploi publiées par l'Insee en partenariat avec la Dares [2]. Ces chiffres portent les créations d'emploi SMNA à 124 600 postes sur un an, soit +0,8 % après des pertes de 333 100 postes (-2,1 %) en 2009 (graphique 1, tableau 1). Hors l'intérim, l'emploi SMNA a poursuivi son redressement : +15 100 au 4e trimestre après +2 200 au 3e trimestre.

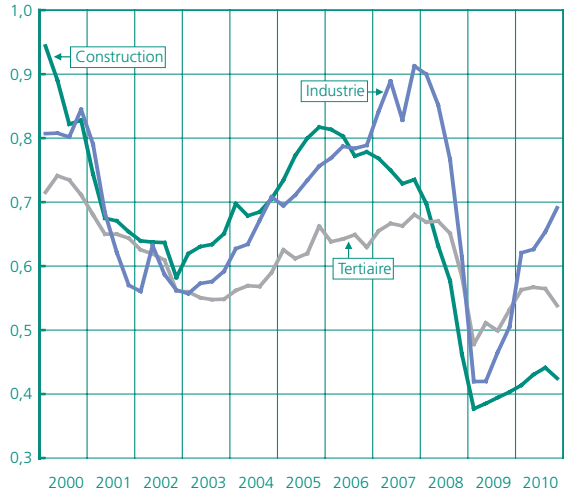
Les créations d'emploi dans l'ensemble du secteur tertiaire principalement marchand incluant l'intérim *(1)* se sont élevées à 43 000 postes au 4e trimestre après +42 100 au 3e trimestre (graphique 2). Ces créations d'emploi ont reposé pour moitié sur le dynamisme de l'emploi dans l'intérim, avec 22 500 postes créés au 4e trimestre et +97 300 de décembre 2009 à décembre 2010 (graphique 3, [3]). Dans le tertiaire principalement marchand hors intérim, les créations d'emploi se sont stabilisées au 4e trimestre : +20 500 après +22 100 au cours du trimestre précédent. Le nombre de postes créés a augmenté dans les secteurs du commerce-réparation d'automobiles et de cycles (+6 800 après +1 200) et ceux de l'information-communication (+7 200 après +700), alors qu'il a ralenti dans les activités scientifiques et techniques (+4 900 après +7 700).

Dans l'industrie hors intérim, les destructions d'emploi ont décéléré : 2 500 postes ont été détruits ce trimestre après -17 700 au 3e trimestre, portant à 60 700 le nombre d'emplois détruits dans ce secteur depuis un an. Si l'on réaffecte les intérimaires en fonction du secteur dans lequel ils sont employés, le secteur industriel a été créateur d'emploi au 4e trimestre 2010 avec +17 400 postes (contre -2 500 postes hors intérim). De son côté l'emploi hors intérim dans la construction est demeuré en retrait (-3 000 postes après -2 200 au trimestre précédent).

Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans le secteur non marchand (administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale) a diminué de 29 000 postes au 4e trimestre 2010 après avoir augmenté de 20 000 au tri-

(1) Par convention, l'emploi intérimaire est rattaché aux activités de services administratifs et de soutien.

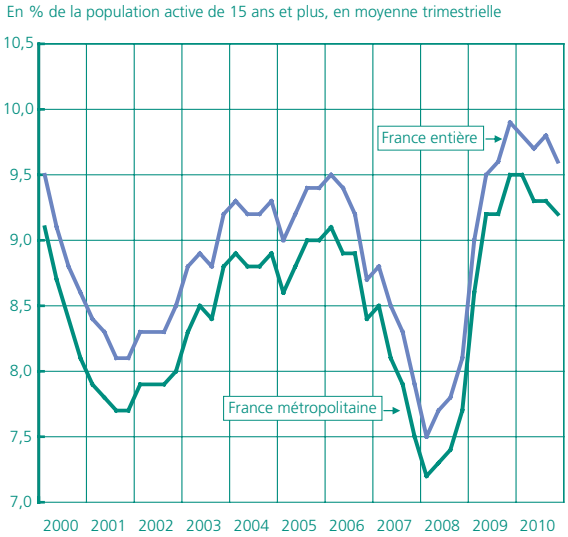
Graphique 6 • **Tensions sur le marché du travail**



Les intitulés recouvrent des familles professionnelles et non des secteurs d'activité.

Sources : Pôle emploi, Dares.

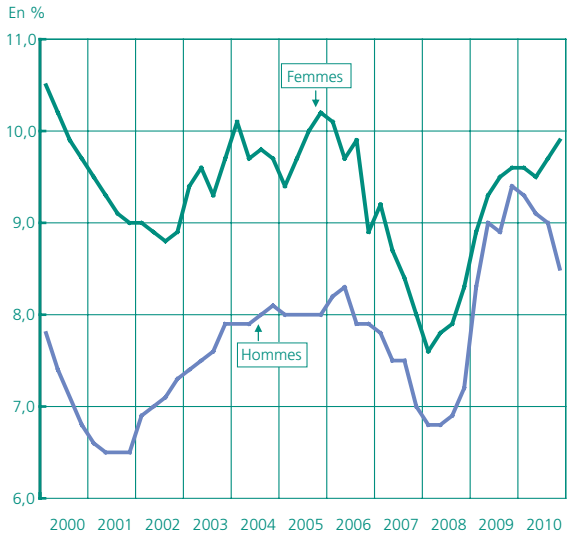
Graphique 7 • **Taux de chômage au sens du BIT en France**



Estimation à +/- 0,4 point près du taux de chômage, +/- 0,3 point à partir du 3e trimestre 2010 ; estimation à +/-0,3 point de l'évolution du taux de chômage d'un trimestre à l'autre.

Source : Insee, enquête Emploi.

Graphique 8 • **Taux de chômage au sens du BIT par sexe**



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquête Emploi.

mestre précédent (tableau 1). En parallèle, les secteurs non marchands ont continué à créer des emplois de droit privé, à un rythme cependant ralenti : +3 000 postes au 4e trimestre 2010 après +20 000 au trimestre précédent.

Au total, on estime que l'emploi dans l'ensemble de l'économie a augmenté de 48 000 postes au 4e trimestre 2010, en accélération par rapport au rapport au 3e trimestre 2010 (+34 000 postes). Sur un an, entre décembre 2009 et décembre 2010, les créations d'emploi s'élèveraient à 180 000 postes (+0,7 %).

La hausse des salaires de base s'est limitée à +1,8 % en glissement annuel au 4e trimestre 2010

Au 4e trimestre 2010, la productivité par tête du secteur marchand non agricole a modérément augmenté (+0,2 %) après la quasi stagnation observée au trimestre précédent, l'activité ayant progressé plus rapidement que l'emploi salarié au dernier trimestre 2010 (graphique 4). En glissement annuel, la décélération de la productivité par tête s'est confirmée (+0,7 %, après +2,0 % et +1,2 % respectivement aux 2e et 3e trimestres 2010).

Au 4e trimestre 2010, le salaire mensuel de base (SMB) et le salaire horaire de base des ouvriers (SHBO) en euros courants ont progressé respectivement de 0,3 % et 0,2 % en données brutes, après +0,3 % au 3e trimestre 2010 [4]. Sur un an, de décembre 2009 à décembre 2010, la progression du SMB et du SHBO s'est élevée à 1,8 % après une hausse de 1,9 % en 2009 (tableau 2 et graphique 5).

Par ailleurs, les prix à la consommation hors tabac ont rebondi ce trimestre : +0,6 % après -0,1 % au 3e trimestre 2010, poussés principalement par la hausse des prix de l'énergie. Par conséquent, les salaires de base (SMB et SHBO), mesurés en euros constants *(2)*, ont reculé ce trimestre : -0,3 % pour le SMB et -0,4 % pour le SHBO, après +0,4 % au 3e trimestre 2010. En outre, de décembre 2009 à décembre 2010, les prix à la consommation hors tabac ont augmenté de 1,7 %. Sur un an, la progression des salaires de base en euros constants s'est limitée à 0,1 %, alors qu'ils avaient augmenté de 1,1 % de décembre 2008 à décembre 2009, en raison de la faible hausse des prix (+0,8 % sur l'année 2009).

Le salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur marchand non agricole, qui intègre notamment des éléments de primes et de structure de la main-d'œuvre, a progressé quant à lui de 0,8 % au 4e trimestre 2010, après +0,3 % au trimestre précédent. De décembre 2009 à décembre 2010, le SMPT a progressé de 2,4 %, contre une hausse de 1,5 % un an auparavant. En termes réels, la

(2) On mesure la variation en valeur réelle des salaires en déflatant les salaires nominaux par l'indice des prix à la consommation hors tabac des ménages (« salaires en euros constants » ou « salaires réels »). Les salaires de base étant évalués au dernier mois du trimestre, on compare leur glissement annuel avec l'indice national des prix à la consommation hors tabac du même mois (IPCht) en glissement annuel (ici, l'IPCht de décembre 2010 est rapporté à l'IPCht de décembre 2009).

Tableau 3 • **Entrées et effectifs de bénéficiaires des dispositifs spécifiques de politique de l'emploi**

France métropolitaine, données en fin de trimestre	2009 T1	2009 T2	2009 T3	2009 T4	2010 T1	2010 T2	2010 T3	2010 T4	2009 T4	2010 T4
Entrées Données brutes, Milliers et %	Entrées du trimestre en milliers								Flux T/(T-4) en % (*)	
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	**150**	**104**	**178**	**324**	**193**	**137**	**164**	**272**	**18,3**	**-16,1**
dont : Abaissement de coûts salariaux	24	24	34	53	55	59	8	7	108,3	-87,5
Contrat initiative emploi	14	15	27	44	0	0	0	0		
Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprise	0	0	0	0	0	0	0	0		
Contrat Unique d'Insertion marchand	0	0	0	0	51	55	5	2		
Formations en alternance	81	29	95	220	75	29	108	215	1,7	-2,1
Contrat d'apprentissage (2)	53	15	64	152	51	14	71	148		
Contrat de professionnalisation	28	14	31	68	24	16	37	67		
Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise	38	44	41	45	55	41	41	43	71,0	-4,4
Emplois aidés dans le secteur non marchand	**72**	**76**	**106**	**105**	**91**	**96**	**119**	**68**	**60,9**	**-35,1**
dont : Contrat Emploi Jeunes	0	0	0	0	0	0	0	0		
Contrat d'Avenir	23	21	32	22	0	0	0	0		
Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi	48	55	74	83	0	0	0	0		
Contrat Unique d'Insertion non marchand	0	0	0	0	91	96	119	68		
Formation des demandeurs d'emplois	**168**	**173**	**176**	**182**	**180**	**176**	**175**	**182**	**12,5**	**-0,1**
Ensemble (3)	**390**	**353**	**460**	**612**	**464**	**408**	**459**	**523**	**22,0**	**-14,6**

Effectifs de bénéficiaires Données cvs, Milliers et %	2010T4 Stock	Variations trimestrielles des stocks								Stock T/(T-4) en %	
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	**973**	**-31**	**-23**	**-10**	**32**	**28**	**10**	**-34**	**-26**	**-3,1**	**-2,1**
dont : Abaissement de coûts salariaux	144	-22	-19	-10	11	18	18	-32	-36	-18,6	-18,3
Contrat initiative emploi (anciens et nouveaux)	7	-1	0	11	24	-23	-21	-16	-15		
Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprise	1	-16	-13	-15	-10	-2	-1	0	0		
Contrat Unique d'Insertion marchand	59	0	0	0	0	47	44	-12	-20		
Formations en alternance	568	-15	-13	-10	8	-9	-6	-2	13	-5,2	-0,8
Contrat d'apprentissage (2)	401	-3	-1	-4	5	-3	-1	-1	3		
Contrat de professionnalisation	167	-12	-13	-7	3	-6	-5	-1	10		
Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise	189	5	9	12	15	18	-2	1	-1	31,3	**9,1**
Emplois aidés dans le secteur non marchand	**253**	**10**	**-11**	**30**	**28**	**18**	**3**	**20**	**-29**	**30,6**	**5,1**
dont : Contrat Emploi Jeune	0	-1	-1	-1	-1	0	0	0	0		
Contrat d'Avenir	5	3	-19	8	-2	-20	-27	-10	-6		
Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi	9	7	9	22	32	-50	-59	-31	-23		
Contrat Unique d'Insertion non marchand	240	0	0	0	0	88	89	61	1		
Formation des demandeurs d'emplois	**364**	**20**	**23**	**18**	**0**	**30**	**1**	**-6**	**6**	**22,4**	**9,1**
Ensemble (3)	**1 590**	**-2**	**-11**	**38**	**60**	**76**	**14**	**-20**	**-49**	**5,8**	**1,4**

(1) Y compris insertion par l'économique et aide à la création d'emplois et d'activité.
(2) Les chiffres de l'apprentissage pour les entrées désignent les contrats reçus par les DDTEFP après enregistrement des Chambres Consulaires ; les stocks sont estimés.
(3) Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches en nouveaux contrats ou reconduction des contrats existants ; les stocks sont estimés.
Les corrections des variations saisonnières sont le fruit d'une première estimation, susceptible de révision dans les publications ultérieures.
(*) Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (variation entre le 4e trimestre 2009 et le 4e trimestre 2010).

Sources : Dares, ASP, Pôle emploi, Ministère de l'Éducation Nationale, Ministère de l'Intérieur (emplois jeunes).

progression du SMPT s'est élevée à 0,8 % en glissement annuel *(3)* au 4e trimestre, contre +1,2 % un an auparavant.

Au 4e trimestre 2010, l'indicateur de tension *(4)* dans les métiers de l'industrie a poursuivi sa progression, rejoignant sa moyenne de longue période. En revanche, dans les métiers du tertiaire d'une part et de la construction d'autre part, l'indicateur de tension a faiblement reculé. Dans ces deux domaines professionnels, les indicateurs de tension sont restés nettement en deçà de leur moyenne de longue période (graphique 6, [5]).

Un nombre de bénéficiaires d'emplois aidés à nouveau en baisse au 4e trimestre 2010

Au 4e trimestre 2010, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés et de stages de formation a de nouveau baissé: -49 000, après -20 000 au 3e trimestre 2010 en données corrigées des variations saisonnières (tableau 3). Ce recul est imputable à la fois aux secteurs marchand et non marchand. Dans le secteur marchand, les entrées en contrats uniques d'insertion marchands (CUI-CIE), déjà faibles au 3e trimestre, ont encore diminué au 4e trimestre. En revanche, les entrées en contrats en alternance se sont redressées, comme traditionnellement au 4e trimestre. Elles ont cependant été insuffisantes pour compenser les effets des sorties de CUI-CIE ainsi que celles des anciens contrats aidés marchands (contrat initiative emploi (CIE) et contrat insertion-revenu minimum d'activité (CI-RMA)). La réduction des effectifs s'est avérée encore plus marquée dans le non-marchand : les entrées en contrats uniques d'insertion non marchands (CUI-CAE) sont en forte baisse par rapport au 3e trimestre et compensent à peine les sorties de ce dispositif alors que les sorties de contrats d'accompagne-

(3) Le SMPT étant évalué en moyenne sur le trimestre, on compare son évolution à la variation de l'IPCht entre le 4e trimestre 2009 et le 4e trimestre 2010, en moyenne trimestrielle, soit +1,6 % sur un an.

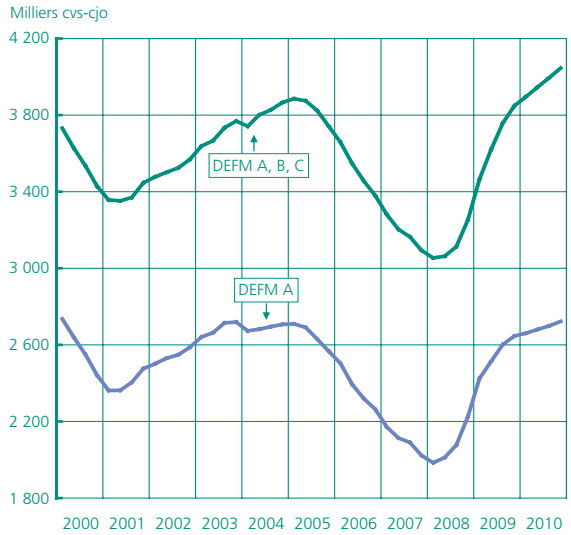
(4) L'indicateur de tension rapporte les flux d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi sur le trimestre aux flux de demandes enregistrées sur la même période.

ment dans l'emploi (CAE) et de contrats d'avenir (CAV) restent importantes.

Le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés non marchands a diminué de 29 000 au 4e trimestre, alors qu'il augmentait continûment depuis 15 mois, pour s'établir à 253 000 fin décembre 2010. Le nombre de salariés en CUI-CAE, contrat se substituant au CAE et au CAV depuis le 1er janvier 2010 en France métropolitaine, s'est stabilisé en fin d'année, atteignant 240 000 à la fin du 4e trimestre. Les embauches en CUI-CAE se sont fortement repliées par rapport au trimestre précédent (23 000 en moyenne par mois après 40 000 au 3e trimestre), dépassant légèrement les sorties de CUI-CAE (22 000 par mois en moyenne). Parallèlement, les sorties de CAE et de CAV, bien qu'en baisse, sont restées conséquentes (10 000 sorties mensuelles en moyenne au 4e trimestre, après 14 000 au 3e trimestre). Au total, les entrées ayant été nettement inférieures aux sorties, le nombre de salariés en emploi aidé non marchand a décru.

Dans le secteur marchand, le nombre de salariés en emplois aidés a diminué pour le deuxième trimestre consécutif (-26 000 au 4e trimestre après -34 000 au 3e trimestre). Les entrées en apprentissage et en contrat de professionnalisation, au-delà de leur caractère saisonnier, sont restées légèrement en deçà du niveau atteint en 2009. Le nombre de contrats d'apprentissage signés au 4e trimestre 2010 a été légèrement inférieur à celui observé un an auparavant : 148 000 après 152 000 au 4e trimestre 2009. Toutefois, ces entrées ayant été plus nombreuses que les sorties, le nombre d'apprentis a légèrement augmenté et s'est établi à 401 000 fin décembre en données corrigées des variations saisonnières (414 000 en données brutes). Les entrées en contrat de professionnalisation réalisées au 4e trimestre 2010 (67 000) ont été à peine plus faibles que celles enregistrées à la même période en 2009 (68 000). Ces entrées restant supérieures aux sorties, le nombre de salariés en contrat de professionnalisation a augmenté, atteignant 167 000 fin 2010 en données corrigées des variations saisonnières (173 000 en données brutes). Après avoir très fortement diminué au 3e trimestre 2010, les embauches en CUI-CIE se sont encore réduites au 4e trimestre : 2 000 nouveaux contrats après 5 000 au 3e trimestre 2010 et 106 000 au 1er semestre, les embauches au 1er semestre ayant été très importantes au regard des moyens budgétaires affectés à ce contrat pour l'ensemble de l'année. Parallèlement, les sorties de CUI-CIE se sont accrues (23 000 au 4e trimestre après 17 000 au 3e trimestre) tandis que celles de CIE (anciens et nouveaux) et de CI-RMA, contrats auxquels le CUI-CIE s'est substitué depuis janvier 2010, ont légèrement diminué (15 000). Le nombre de bénéficiaires d'un contrat aidé du secteur marchand hors mesures jeunes s'est ainsi réduit de 36 000 personnes au cours du 4e trimestre 2010.

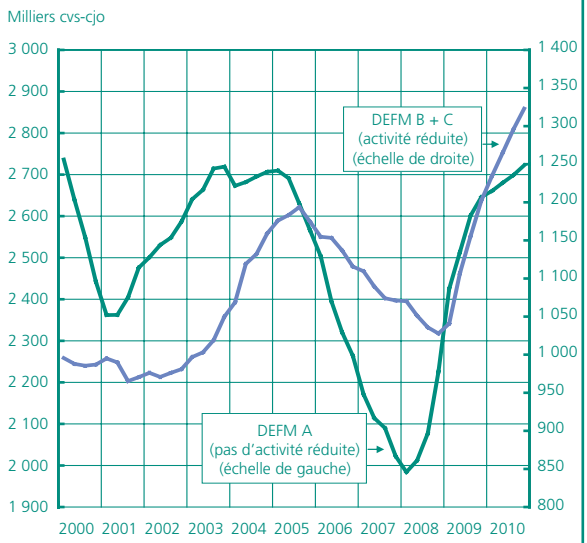
Graphique 9 • **Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi par catégorie**



Champ : France métropolitaine.

Sources : Dares, Pôle emploi.

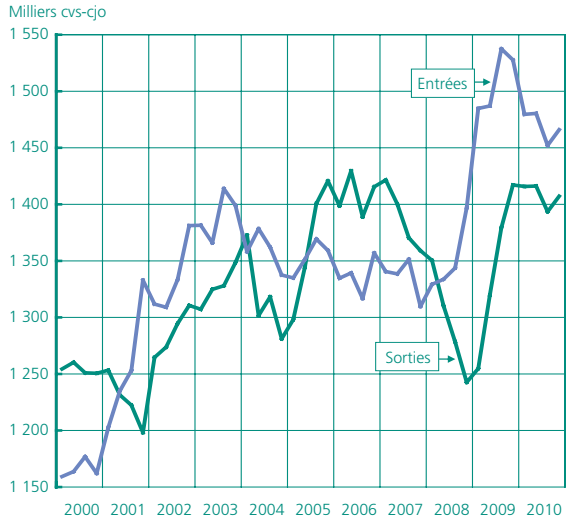
Graphique 10 • **Demandes d'emploi et activité réduite**



Champ : France métropolitaine.

Sources : Dares, Pôle emploi.

Graphique 11 • **Entrées et sorties des demandeurs d'emploi des listes de Pôle emploi**



Champ : DEFM A, B, C ; France métropolitaine.

Sources : Dares, Pôle emploi.

Tableau 4 • **Taux de chômage au sens du BIT en France métropolitaine**

Moyennes trimestrielles en %		2009				2010				2009T4	2010T4
(données cvs)		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4 (p)	T-(T-4) en points de % (*)	
Hommes	**8,3**	**9,0**	**8,9**	**9,4**	**9,3**	**9,1**	**9,0**	**8,5**	**2,2**	**-0,9**	
Moins de 25 ans	24,1	25,3	24,1	25,0	23,8	22,4	23,0	20,7	3,9	-4,3	
25-49 ans	7,0	7,7	7,6	8,2	8,3	8,3	8,0	7,7	2,2	-0,5	
Plus de 50 ans	5,4	5,8	6,2	6,5	6,2	6,1	6,2	6,0	1,8	-0,5	
Femmes	**8,9**	**9,3**	**9,5**	**9,6**	**9,6**	**9,5**	**9,7**	**9,9**	**1,3**	**0,3**	
Moins de 25 ans	21,3	22,3	23,2	22,9	22,7	24,6	25,6	24,3	2,7	1,4	
25-49 ans	8,5	8,7	8,9	9,0	8,9	8,7	8,8	9,3	1,1	0,3	
Plus de 50 ans	5,8	6,2	6,2	6,7	6,8	6,3	6,7	6,6	1,5	-0,1	
Ensemble	**8,6**	**9,2**	**9,2**	**9,5**	**9,5**	**9,3**	**9,3**	**9,2**	**1,8**	**-0,3**	
Moins de 25 ans	22,8	23,9	23,7	24,1	23,3	23,4	24,2	22,3	3,4	-1,8	
25-49 ans	7,7	8,2	8,2	8,6	8,6	8,5	8,4	8,5	1,7	-0,1	
Plus de 50 ans	5,6	6,0	6,2	6,6	6,5	6,2	6,4	6,3	1,6	-0,3	
	Niveau 2010T4	**Variations trimestrielles en milliers**								**Croissance T/(T4) en %**	
Nombre de chômeurs BIT	2 602	259	165	-3	101	-12	-44	12	-49	24,0	-3,5

(p) Résultats provisoires.
Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus.
Estimation à +/- 0,4 point près du taux de chômage ; +/-0,3 point à partir du 3e trimestre 2010.
Estimation à +/- 0,3 point près de l'évolution du taux de chômage d'un trimestre à l'autre.
(*) : Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (variation entre le 4e trimestre 2009 et le 4e trimestre 2010).

Source :
Insee, enquête Emploi.

Tableau 5 • **Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi par catégorie et selon l'ancienneté sur les listes de Pôle emploi**

	2010	2009				2010				2009 T4	2010 T4
Données en fin de trimestre	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T/T-4) % (*)	
Milliers / cvs - cjo	Niveau	**Variations trimestrielles en milliers**									
Ensemble des DE	**4 646**	**229**	**183**	**173**	**135**	**84**	**85**	**61**	**34**	**19,6**	**6,0**
DE catégories A, B, C	**4 046**	**212**	**155**	**137**	**91**	**47**	**50**	**49**	**51**	**18,3**	**5,1**
DE catégorie A	**2 723**	**199**	**89**	**88**	**44**	**15**	**20**	**18**	**24**	**18,9**	**2,9**
DE exerçant une activité réduite :	1 323	13	66	49	47	33	30	31	27	17,0	10,0
Dont : courte (DE catégorie B)	539	16	11	15	7	4	7	7	6	10,5	4,8
longue (DE catégorie C)	784	-3	55	34	39	28	23	23	21	22,3	14,0
DE catégorie D	251	11	19	14	11	16	2	-3	-3	29,8	4,6
DE catégorie E	350	6	9	22	33	21	34	16	-14	31,1	19,2
Pour mémoire : DEFM 1 (**)	2 616	195	92	85	47	10	21	18	17	19,6	2,6
Demandeurs d'emploi de longue durée de catégories A, B, C (DELD)											
1 à 2 ans d'ancienneté	842	29	54	60	66	57	27	23	-1	39,3	14,3
2 à 3 ans d'ancienneté	337	7	13	15	14	18	20	25	31	25,3	38,2
Plus de 3 ans d'ancienneté	347	1	6	6	7	11	12	14	16	7,8	18,0
Ensemble des DELD	**1 525**	**38**	**73**	**80**	**87**	**86**	**59**	**62**	**45**	**27,9**	**19,7**

Voir [7] pour la définition des catégories de DE et leur correspondance avec l'ancienne nomenclature (catégories 1 à 8).
Les données sont arrondies au millier.
Champ : France métropolitaine.
(*) Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (variation entre le 4e trimestre 2009 et le 4e trimestre 2010).
(**) Conformément au rapport du CNIS « Emploi, chômage et précarité » [8], l'analyse développée dans cette publication privilégie d'autres catégories de demandeurs d'emploi que l'ancienne catégorie 1.

Sources :
Dares, Pôle emploi, Unédic.

Légère baisse du taux de chômage au sens du BIT au 4e trimestre 2010

Au 4e trimestre 2010, selon les données provisoires issues de l'enquête Emploi de l'Insee publiées le 3 mars 2011 [6], le taux de chômage au sens du BIT a reculé de 0,1 point pour s'établir à 9,2 % de la population active en France métropolitaine (soit 2,6 millions de chômeurs) et à 9,6 % pour la France entière (en incluant les DOM). Le taux de chômage a baissé de 0,3 point sur un an en métropole tout comme pour la France entière (graphique 7).

Le taux de chômage a baissé de 0,5 point chez les hommes pour s'établir à 8,5 % au 4e trimestre 2010, notamment parmi les hommes de moins de 25 ans, pour lesquels il a baissé de 2,3 points (tableau 4). Le dynamisme de l'emploi intérimaire, dans lequel les hommes sont majoritaires, avec en particulier une forte surreprésentation des hommes de moins de 25 ans, explique en partie ces évolutions. Dans le même temps, le taux de chômage des femmes a augmenté de 0,2 point ce trimestre, l'écart entre le taux de chômage des femmes et celui des hommes s'est donc à nouveau creusé et atteint désormais +1,4 point (graphique 8).

En moyenne, au 4e trimestre 2010, la part des personnes en situation de sous-emploi *(5)* a légèrement augmenté pour s'établir à 6,0 %, contre 5,6 % au trimestre précédent. La hausse du taux de sous-emploi est en partie liée à celle du chômage partiel (+0,4 point). Les conditions climatiques difficiles en décembre 2010 sont une des causes de cette augmentation, qui touche principalement les secteurs de la construction et de l'agriculture.

(5) Le sous-emploi recouvre les personnes qui ont un emploi à temps partiel, qui souhaitent travailler plus d'heures sur une semaine donnée, et qui sont disponibles pour le faire, qu'elles recherchent un emploi ou non. Sont également incluses dans le sous-emploi les autres personnes ayant involontairement travaillé moins que d'habitude (chômage technique ou partiel).

La hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi s'est poursuivie au 4e trimestre 2010

À la fin du 4e trimestre 2010, 4 646 000 personnes étaient inscrites à Pôle emploi en France métropolitaine, toutes catégories confondues (A, B, C, D et E), en augmentation de 34 000 par rapport à la fin du 3e trimestre 2010 (tableau 5 et [7]). La hausse du nombre d'inscrits à Pôle emploi s'est donc poursuivie, à un rythme toutefois ralenti par rapport au trimestre précédent (+61 000 au 3e trimestre 2010).

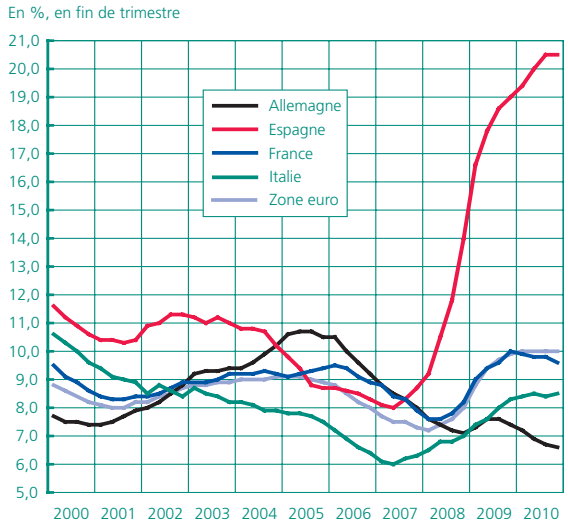
Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et tenus d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A, B et C) a augmenté de 51 000 au 4e trimestre 2010 après +49 000 au trimestre précédent (graphique 9). Le nombre de demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité réduite au cours du mois (catégorie A) s'est accru au 4e trimestre 2010 (+24 000 après +18 000 au 3e trimestre). De son côté, le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B et C) a continué d'augmenter à un rythme voisin du trimestre précédent : +27 000 inscrits ce trimestre après +31 000 au 3e trimestre 2010 (graphique 10). Pour les catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an) a poursuivi sa hausse à un rythme plus ralenti (+45 000 après +62 000 au 3e trimestre 2010), pour atteindre 1 525 000 inscrites à la fin du 4e trimestre.

La hausse des sorties *(6)* des listes de Pôle emploi (+13 700) a été voisine de celle des entrées (+13 900) ce qui explique qu'au 4e trimestre 2010, le nombre d'inscrits à Pôle emploi a progressé au même rythme qu'au trimestre précédent : +51 000 après +49 000.

La hausse du nombre d'entrées à Pôle emploi des demandeurs d'emploi en catégories A, B et C est liée principalement aux entrées pour « fin de CDD » (+11 800 après +7 700 au 3e trimestre), aux entrées pour « reprise d'activité » (+4 500 après -11 400) et à celles pour « autres cas » (+2 600 inscrits après +1 700 au 3e trimestre 2010). Les entrées pour « licenciement économique » se sont stabilisées ce trimestre tandis que les entrées pour « autre licenciement » ont légèrement diminué (-3 600 après -2 400).

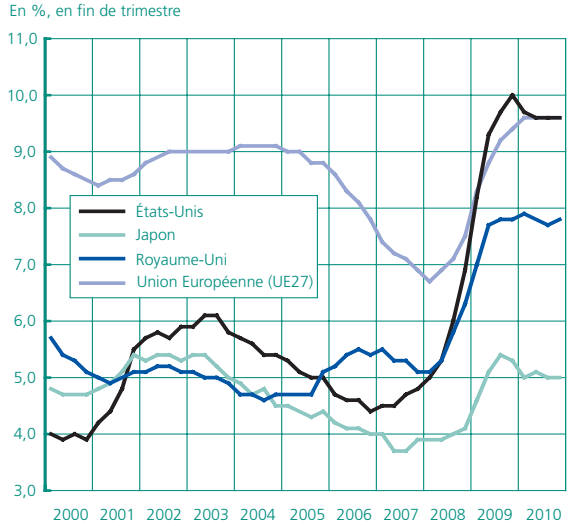
La hausse globale des sorties est principalement le fait de la forte augmentation des sorties pour « cessation d'inscription pour défaut d'actualisation » (+20 100 après -6 900) et, dans une moindre mesure, des sorties pour « radiation administrative » (+5 600 après +4 000). Par ailleurs, les sorties des listes de Pôle emploi pour le motif « reprise d'emploi déclarée » ont nettement baissé ce trimestre (-18 100 après -22 000 le trimestre précédent).

Graphique 12 • **Taux de chômage en zone euro**



Source : Eurostat. Taux de chômage au sens du BIT, personnes entre 15 et 74 ans. Pour la France, comprend France métropolitaine et DOM.

Graphique 13 • **Taux de chômage dans le monde**



Source : Eurostat. Taux de chômage au sens du BIT, personnes entre 15 et 74 ans.

L'activité dans la zone euro est restée modérée au 4e trimestre 2010

D'après les estimations d'Eurostat, au 4e trimestre 2010, l'activité dans la zone euro s'est maintenue au même rythme qu'au 3e trimestre, soit +0,3 % [9]. L'activité a ralenti en Allemagne (+0,4 % en glissement trimestriel après +0,7 % au 3e trimestre), tandis que l'activité en France a accéléré (+0,4 % après +0,2 %). L'activité a décéléré en Italie (+0,1 % après +0,3 %) alors qu'elle s'est raffermie en Espagne (+0,2 % après une stagnation au 3e trimestre). Parmi les pays périphériques de la zone, l'activité au Portugal s'est contractée au 4e trimestre (-0,3 % après +0,2 % au trimestre précédent) et la récession s'est poursuivie en Grèce (-1,4 % après -1,7 %). De fait, les écarts de conjoncture constatés au cours des précédents trimestres ne se sont pas sensiblement réduits : +4,0 % sur un an en Allemagne, +1,5 % en France, +1,3 % en Italie et +0,6 % en Espagne.

(6) Les flux d'entrée et de sortie sont analysés sur l'ensemble des catégories A, B et C. Sur ce champ, la variation du nombre de demandeurs d'emploi est égale au solde des entrées et des sorties plus un résidu qui provient essentiellement d'un décalage d'enregistrement de certains flux dans les remontées statistiques mensuelles et de l'enregistrement particulier des demandeurs d'emploi changeant d'unité locale de Pôle emploi peu après leur inscription.

Du côté du marché du travail, les estimations d'Eurostat font état au 4e trimestre 2010 d'une stabilisation du taux de chômage dans la zone euro à son niveau du trimestre précédent, soit 10,0 % de la population active (graphique 12 et [10]). Par pays, le taux de chômage a continué de se replier en Allemagne (-0,1 point) ainsi qu'en France (-0,1 point) ; à l'inverse, il s'est élevé en Italie (+0,1 point).

Aux États-Unis, l'activité est restée dynamique, la croissance s'élevant à +0,7 % en rythme trimestriel, après +0,6 % au trimestre précédent. Alors que la reprise de l'investissement des entreprises s'est confirmée, les dépenses de consommation des ménages ont sensiblement accéléré et leurs investissements en logement ont rebondi. Les échanges extérieurs ont contribué positivement à la croissance au 4e trimestre, après un net affaiblissement de ceux-ci depuis la fin de l'année 2009. Cependant, le mouvement de déstockage des entreprises a fortement pesé sur la croissance. Dans ce contexte, le taux de chômage s'est maintenu à 9,6 % au 4e trimestre, soit un niveau légèrement inférieur à celui de la zone euro (graphique 13).

Enfin, au Japon, l'activité s'est contractée (-0,3 % après +0,8 %), en lien avec la fin des mesures en faveur de l'achat de véhicules propres. Le taux de chômage japonais s'est maintenu à son niveau du 3e trimestre 2010, soit 5,0 % de la population active.

DARES *.

* Cette synthèse conjoncturelle a été réalisée à la Dares par une équipe animée par Sébastien Pons et Xavier Viney ; et composée de Marlène Bahu, Maëlle Fontaine, Florian Lezec et Julien Loquet.

Pour en savoir plus

[1] Insee (2011), « Fin 2010, le PIB accélère (+0,4 % après +0,2 %) et le pouvoir d'achat des ménages ralentit (+0,3 % après +0,7 %) », *Informations Rapides* n° 77, Insee, mars.

[2] Insee, Dares (2011), « La hausse de l'emploi se poursuit au 4e trimestre 2010», *Informations Rapides* n° 64, Insee, mars.

[3] Finot J. (2011), « L'emploi intérimaire au 4e trimestre 2010 », *Dares Indicateurs* n° 022, Dares, mars.

[4] Lezec F. (2010), « Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 4e trimestre 2010 - Résultats définitifs », *Dares Indicateurs*, n° 23, Dares, mars.

[5] Viney X. (2011), « Les tensions sur le marché du travail au 4e trimestre 2010 », *Dares Indicateurs* n° 021, Dares, mars.

[6] Insee (2011), « Chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) et indicateurs sur le marché du travail - Résultats de l'enquête Emploi au quatrième trimestre 2010 », *Informations Rapides* n° 60, Insee, mars.

[7] Dares, Pôle emploi (2011), « Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle emploi en janvier 2011 », *Dares Indicateurs* n° 015, Dares, février.

[8] Cnis (2008), « Emploi, chômage et précarité – Mieux mesurer pour mieux débattre et mieux agir », Rapport du groupe de travail sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi présidé par J.-B. de Foucauld.

[9] Eurostat (2011), « Le PIB de la zone euro en hausse de 0,3 % et celui de l'UE27 en hausse de 0,2 % », *Euro-indicateurs*, *communiqué de presse* n° 35/2011, mars.

[10] Eurostat (2011), « Le taux de chômage à 9,9 % dans la zone euro», *Euro-indicateurs*, *communiqué de presse* n° 49/2011, avril.

DARES ANALYSES et DARES INDICATEURS sont édités par le Ministère du travail, de l'emploi et de la santé.
Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES), 39-43, quai André Citroën, 75902 Paris Cedex 15.
www.travail.gouv.fr (Rubrique Études, Recherche, Statistique de la DARES)
Directeur de la publication : Antoine Magnier.
Téléphone Publications : 01.44.38.22.(60 ou 61) / Télécopie : 01.44.38.24.43 / Réponse à la demande : dares.communication@travail.gouv.fr
Rédactrice en chef : Marie Ruault. Secrétariat de rédaction : Evelyn Ferreira et Francine Tabaton.
Maquettistes : Guy Barbut, Thierry Duret, Bruno Pezzali.
Conception graphique : Ministère du travail, de l'emploi et de la santé.
Impression : Ateliers Modernes d'Impression, 19, rue Latérale, 92404 Courbevoie. IMPRIM'VERT®
Abonnements : dares.communication@travail.gouv.fr
Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 2109-4128.